

INFORMATION — PRÉVENTION — ÉDUCATION — FORMATION — SOINS

Un partenariat inscrit dans la durée

MALI



Christophe Weber

Vice-président de la Fondation GSK
et PDG de GSK France



Éditorial

Notre responsabilité vis-à-vis des pays
en développement.

“ **R**encontre les acteurs locaux de la lutte contre le SIDA dans un pays comme le Mali est riche d'enseignements. C'est l'occasion d'échanges avec des hommes et des femmes animés d'une véritable conviction. Jour après jour, ils accompagnent, prennent en charge, soutiennent, informent, organisent, et cela souvent dans des conditions précaires. Ces rencontres permettent également de prendre concrètement la mesure de l'ampleur des besoins, de ce qu'il est plus que jamais encore nécessaire de faire et d'améliorer. Elles mettent aussi en lumière ce qui a été réalisé, à l'occasion avec le soutien financier et technique de la Fondation. Au-delà des fonds que nous consacrons à ces interventions, l'important est l'impact qu'elles peuvent avoir auprès des personnes touchées par la maladie.

Notre action ne se limite pas à donner de l'argent. Elle repose aussi sur un échange de compétences et de réflexions avec les acteurs de terrain qui s'inscrit désormais dans le long terme. Cela fait partie de notre responsabilité d'être partie prenante de la lutte contre le SIDA et d'apporter notre contribution à l'amélioration de l'accès aux soins et aux médicaments pour les personnes atteintes.

C'est sur cette conviction que nous avons progressivement construit la politique de notre entreprise dans ce domaine qui repose sur 3 axes majeurs :

- **Favoriser l'accès aux médicaments essentiels** pour le plus grand nombre de personnes, via notamment une politique de prix préférentiels ;
- **Poursuivre et développer nos activités de recherche** sur les maladies qui touchent plus particulièrement les pays du Sud ;
- **Financer et mettre en œuvre des actions de proximité**, comme nous le faisons avec la Fondation.

La question du prix des médicaments essentiels est un des enjeux majeurs pour les pays en développement.

Notre politique dite de « prix différenciés », engagée depuis 1997 pour ce qui concerne les antirétroviraux, nous conduit aujourd'hui à proposer ces médicaments à un prix avec lequel nous ne faisons aucun bénéfice, c'est-à-dire en ne prenant en compte dans la fixation de leur prix que les coûts de production plus une marge forfaitaire de distribution. Cette politique de prix est appliquée pour l'ensemble de notre gamme de médicaments antirétroviraux, tant pour les formes adultes que pour les formes pédiatriques, ces dernières demeurant néanmoins plus chères que les formes adultes du fait de leurs caractéristiques de production et du faible volume de celle-ci. La marge de manœuvre pour diminuer davantage les prix est donc désormais extrêmement limitée.

On peut d'ailleurs constater que les prix différenciés que nous proposons aux pays du Sud sont très compétitifs en comparaison de ceux des laboratoires Indiens par exemple, qui fabriquent des copies génériques de ces antirétroviraux. Cela étant dit, pour un pays comme le Mali, même à ce tarif préférentiel, le coût global pour l'approvisionnement avec ces médicaments reste important. Il est donc désormais de la responsabilité des Etats et des différentes initiatives internationales, comme celle du Fonds Mondial, d'assurer le financement de la prise en charge des patients : centres de soins, tests biologiques, médicaments...

L'humilité et la fierté sont de mises. Humilité, car il ne serait être question de se satisfaire de la situation existante et des résultats obtenues, mais fierté aussi de voir l'impact que nos actions et notre soutien peuvent avoir pour des milliers de personnes. Les réponses à apporter au développement de l'épidémie de SIDA dans ces pays relèvent aujourd'hui d'une responsabilité partagée entre tous les acteurs. Pour les années à venir, nous continuerons à assumer les nôtres en poursuivant et en améliorant encore, chaque fois que nous le pourrons, ces différentes actions.



INTERVIEW

» Dr Aliou Sylla

Directeur du CESAC

— **Quelles sont vos impressions suite au voyage d'étude des responsables de la Fondation GSK ?**

« Entre le CESAC et la Fondation GSK, nous sommes dans une relation de partenariat sincère, franche et tournée vers l'action. Les discussions que nous avons pu avoir nous ont permis de faire le point sur nos réalisations, nos besoins, sur la réalité de ce que nous vivons et que vivent les personnes infectées par le VIH au Mali, ainsi que sur le futur de nos actions. Ce sont des moments de réflexion et d'échange très importants pour nous. Les membres de la Fondation constituent une équipe très technique, qui nous nourrit de façon dynamique et constructive. »

— **La présence de Christophe Weber, PDG de GSK, a-t-elle revêtu une valeur particulière pour vous ?**

« Tout à fait ! D'une part, je pense que M. Weber a pu constater les actions entreprises grâce au soutien de la Fondation. D'autre part, les discussions que nous avons pu avoir avec lui nous ont permis de mieux comprendre les contraintes d'un laboratoire pharmaceutique comme GSK, notamment sur le prix des médicaments. Aujourd'hui, il est beaucoup plus clair pour nous que le prix des antirétroviraux proposé par GSK pour les pays du Sud est le plus bas possible, puisqu'il correspond uniquement aux coûts de fabrication. L'idéal serait cependant que les laboratoires puissent fournir gratuitement les médicaments aux pays du Sud. »

— **Quels sont pour vous les principaux enjeux actuels de la lutte contre l'épidémie au Mali ?**

« Nous sommes véritablement à un tournant puisque les coopérations internationales, notamment avec le Fonds Mondial, se développent très sensiblement. Je tiens à souligner tout l'intérêt du soutien de la Fondation sur des programmes pilotes, qui permettent en quelque sorte de défricher le terrain. Aujourd'hui, l'enjeu pour nous est de parvenir à étendre ces programmes au niveau national afin qu'ils bénéficient à toutes les personnes atteintes. »

BAMAKO,

11 au 13 mai 2005

Rencontre entre les membres du Conseil d'Administration et les acteurs de la lutte contre le SIDA.

La délégation de la Fondation comptait notamment dans ses rangs M^{me} Michèle Barzach, présidente, et M. Christophe Weber, vice-président et PDG de GSK France. Ce voyage d'étude a permis des rencontres avec :

- les équipes soignantes de l'hôpital Gabriel Touré de Bamako ;
- des représentants associatifs (Association des Personnes Vivant avec le VIH) ;
- le Dr Oumar Ouattara, directeur de l'Union Technique de la Mutualité Malienne ;
- et les représentants des différentes institutions impliquées dans la lutte contre le SIDA.

Ces discussions ont été complétées par différentes visites des sites, dont celles d'un Centre de Santé Communautaire, un centre de soins, le CESAC, et de la Pharmacie Populaire du Mali qui centralise les importations de médicaments antirétroviraux. Ce voyage d'étude a permis de mesurer l'engagement de tous les acteurs et les enjeux auxquels ils sont confrontés et de réaffir-

mer le partenariat de la Fondation avec les acteurs de la lutte contre le SIDA du Mali.

• Des réponses toujours mieux ciblées

Présente depuis 2001 aux côtés des équipes locales, la Fondation GSK a soutenu au Mali 6 programmes d'actions qui répondent aux axes stratégiques qu'elle entend poursuivre :

- être présent concrètement sur le terrain pour financer des activités de soins ;
- soutenir des programmes pilotes et démonstratifs afin qu'ils puissent être reproduits.

Plus récemment, la Fondation GSK s'est engagée à appuyer des approches originales :

- en appuyant des programmes à l'initiative des entreprises et du secteur privé ;
- en développant de nouvelles formes de financement dans le cadre de mutuelles de santé ;



MALI

...quelques résultats du programme de Prévention de Transmission du VIH de la mère à l'enfant

Au cours de l'année 2004, sur 5 sites de Bamako soutenus par la Fondation GSK 26 243 femmes ont été vues en consultations prénatales ; 12 572 ont bénéficié d'un conseil ; 9073 femmes

ont été dépistées avec un taux de prévalence HIV+ à 3 %. Des efforts restent à faire pour améliorer l'accès au conseil pré-test et le taux d'acceptation du test.

Allaitement artificiel

Un programme de fourniture de lait artificiel soutenu par la Fondation GSK a débuté en 2004 sur six sites à Bamako (les cinq centres impliqués dans le programme de prévention de la

transmission mère-enfant du VIH et l'hôpital Gabriel Touré). Jusqu'à présent, 136 enfants nés de mère séropositive ont pu bénéficier d'un allaitement artificiel dans l'objectif de prévenir un risque de contamination par le lait maternel.



Chiffres-clés Mali*

10,4 millions d'habitants

80 000 personnes infectées par le VIH

Les femmes sont près de deux fois plus touchées que les hommes

1,7 % : estimation de la séroprévalence dans la population

3,4 % des 30-34 ans présentent le plus fort taux de prévalence

Parmi les populations les plus touchées, **près de**

30 % sont des professionnelles du sexe

6,7 % sont des vendeuses ambulantes

4,1 % sont des routiers

* Global Found - avril 2004



• en soutenant des programmes d'éducation thérapeutique destinés aux patients sous antirétroviraux.

● Accès aux soins : répondre aux besoins d'éducation des patients

La gratuité des antirétroviraux décidée par le gouvernement malien va permettre une plus large diffusion de ces traitements auprès des personnes atteintes. « Les besoins d'information et de formation des patients relatifs à la prise de leur traitement sont de-

venus cruciaux, explique le Dr Aliou Sylla, directeur du CESAC (Centre d'Ecoute, de Soins, d'Animation et de Conseils pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA), si nous voulons limiter autant que possible les problèmes de résistance et d'échec thérapeutique ».

Le CESAC et la Fondation GSK ont ainsi démarré en 2004 un programme d'éducation thérapeutique destiné aux patients afin d'améliorer le suivi de ces traitements complexes.

A terme, ce programme planifié sur 2 ans, concernera 4 500 personnes sur tous les sites de prescription de Bamako. L'objectif final est de permettre au CESAC de devenir un centre de référence en éducation thérapeutique et, ainsi de favoriser l'extension de cette intervention dans toutes les régions du Mali.

... Dans le cadre de son programme d'actions, la Fondation GlaxoSmithKline a voté, lors de son dernier Conseil d'Administration, le 28 juin 2005, une nouvelle aide de 660 000 euros pour la réalisation de 7 nouveaux programmes en Afrique et le renforcement de 6 programmes existants.

Ces programmes s'ajouteront aux 28 programmes en cours de réalisation que la Fondation soutient en Afrique.

En 2005, une nouvelle dotation de 1,5 millions d'euros a été allouée par GSK France à la Fondation pour permettre la poursuite de la réalisation de ces programmes. Cela porte à 6 millions d'euros la dotation du programme d'actions de la Fondation pour la période 1998-2008.

... Nouveaux programmes 2005

AGENDA

Deux rendez-vous

• The 3rd IAS Conference on HIV Pathogenesis and Treatment (IAS 2005)

24-27 juillet 2005, Rio, Brésil

Site internet : <http://www.ias-2005.org>

• La 14^e Conférence internationale sur le SIDA et les maladies sexuellement transmissibles en Afrique (CISMA)

4-9 décembre 2005, Abuja, Nigeria

Site internet : <http://www.icasa2005.org>

RAPPORT OMS/ONUSIDA « Initiative 3 by 5 »

Un million de personnes traitées en juin 2005

L'amélioration de l'accès au traitement contre le VIH se poursuit dans les pays en développement mais des obstacles subsistent.

« L'engagement politique, des schémas thérapeutiques et des approches de soins normalisées, un soutien technique, un

financement durable et la nécessité d'intensifier la prévention liée à l'augmentation de l'offre de traitement sont autant de facteurs à prendre en compte dans l'élargissement de l'accès aux traitements. »

Rapport complet sur le site internet : <http://www.who.int/mediacentre>

Prise de conscience et mobilisation

Le Mali a organisé sa politique de lutte contre le SIDA pour faire face à un risque d'expansion rapide de l'épidémie dans sa population. L'obtention d'un budget conséquent du Fonds Mondial devrait lui permettre de développer, sur l'ensemble de son territoire, les expériences pilotes mises en œuvre grâce au soutien de partenaires publiques et privés dont la Fondation.

Réalisée en 2001, la dernière étude de séroprévalence de l'infection par le VIH en population générale conduisait à estimer à 1,7 % le pourcentage de personnes atteintes. De fait, le Mali pourrait être considéré comme un pays à faible prévalence. L'apparence est, selon les autorités nationales, trompeuse. Les enquêtes ciblées, réalisées depuis, montrent que dans les populations les plus exposées, les taux de prévalence sont croissants et que l'épidémie est déjà bien installée dans le pays. Ainsi, selon des projections établies en 2002, faute de mesures efficaces, la prévalence de l'infection dans la population générale pourrait atteindre 6 % en 2010, soit près de 500 000 personnes vivant avec le VIH. Outre le drame humain qu'une telle situation entraînerait, elle aurait des répercussions sociales, démographiques et économiques désastreuses. Cela hypothéquerait sérieusement l'avenir d'un pays faisant déjà face à de nombreuses difficultés.

La mobilisation est d'autant plus nécessaire que le Mali conjugue de nombreux facteurs risquant de favoriser la propagation du VIH : une très large et grande pauvreté, un taux d'illettrisme important (70 % de la population à l'échelle nationale), et des flux migratoires internes et externes importants et croissants.

Décentraliser les actions

Il existe aujourd'hui une volonté politique en faveur de la lutte contre le SIDA. Celle-ci a notamment pris corps depuis le début des années 2000, suivie d'une restructuration importante engagée en 2004. Aujourd'hui placé sous l'autorité directe du chef de l'Etat, le plan national de lutte contre le SIDA est mis

en œuvre et coordonné par le Haut Conseil National de Lutte contre le SIDA. Tous les acteurs sont représentés et siègent en nombre égal, les représentants ministériels comme ceux du secteur privé et des associations. L'approche est ainsi multisectorielle, elle privilégie la décentralisation des actions.

Une des priorités des acteurs de la lutte contre le SIDA au Mali est ainsi d'étendre à l'ensemble du territoire national les actions qui se sont principalement concentrées jusqu'à présent sur Bamako. L'accès aux antirétroviraux reste très limité en dehors de la capitale malienne.



La coopération internationale devrait à ce titre jouer un rôle important. Ainsi, le 29 mars dernier, les autorités maliennes et le Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria ont signé un important accord de financement de plus de 23 millions de dollars US pour les deux prochaines années et sur les cinq ans à venir, un budget total prévisionnel de plus de 56 millions de dollars US. Cet accord vise à étendre aux huit capitales régionales du Mali les réseaux de prévention et de soins de l'infection par le VIH existants actuellement à Bamako.